Élections professionnelles
du **3 au 10 décembre 2026**

Pour tous les personnels, titulaires ou non, du centre.



Les orientations budgétaires globales d'INRAE et les politiques de gestion du personnel ont un impact direct sur les conditions de travail des agent·es au niveau local.

Au sein du *Conseil Social d'Administration spécial (CSAS)* du centre Occitanie-Montpellier et de sa *Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (F3SCT)*, les représentant·es du personnel traitent des problématiques liées à l'organisation, à la qualité de vie au travail et à l'hygiène-sécurité.

Ces instances jouent un rôle clé pour faire le lien entre les décisions nationales et les réalités locales, en défendant les intérêts des agents et des salarié·es et en identifiant des dysfonctionnements collectifs à partir de cas individuels.

SUD c'est...

SOLIDAIRE **UNITAIRE** **DÉMOCRATIQUE**

Nos candidat·es

1.	Christophe	LEBEGUE	IE	SDAR
2.	Martine	AMIC	TR	GEAU
3.	Laurent	ROUMÉAS	IR	IATE
4.	Joana	GUERRIN	CR	GEAU
5.	Bruno	BONTE	CR	GEAU
6.	Cécile	BARRON	CR	IATE
7.	Pierre	BALZERGUE	IE	GEAU
8.	Camille	SCOTTE	CR	ITAP
9.	Antoine	LEBLOIS	CR	CEE-M
10.	Sylvie	MORARDET	EFCF	GEAU
11.	Florent	ABDELGHAFOUR	AE	ITAP
12.	Camille	BUFFETEAU	IE	SDAR
13.	Raphaël	LEBLOIS	CR	CBGP
14.	Peggy	RIGOU	IR	SPO

Nos valeurs

SUD-Recherche est un syndicat de luttes et de changements sociaux de l'Union Solidaires. L'Union Solidaire est :

Antiraciste et Antifasciste
Écologiste, Féministe et LGBTQI+
Internationaliste
Autogestionnaire, Anticapitaliste et Antivalidiste

SUD-Recherche dénonce les problématiques du site, porte des revendications sociales pour les agent·es, s'implique pour la santé et les bonnes conditions de vie au travail, et conçoit les luttes locales dans un cadre global.

Nos positions à INRAE Montpellier sont détaillées à la page suivante.

1. Les problématiques de sites, bâtimentaires et gestion des infrastructures

Un des points critiques soulevés par SUD-Recherche concerne l'état des bâtiments sur les différents sites du centre. Malgré des rénovations, de nombreux désordres persistent : pas d'accès PMR ni de climatisation/chauffage efficace, infiltrations d'eaux et mauvaise isolation, machines non sécurisées, bâtiment croulant…

SUD-Recherche dénonce une déresponsabilisation d'INRAE s'abritant derrière la notion d'hébergeur et appelle à repenser les relations avec l'Institut Agro Montpellier pour garantir la qualité des locaux et des services (accueil, restauration).

2. Des revendications sociales et blocages persistants

Lors des mandatures précédentes, SUD-Recherche a porté des revendications majeures au regard des salaires, des droits sociaux, et de la précarité: opposition à la loi retraite, lutte pour l'égalité hommes-femmes, augmentation de la subvention cantine, reconnaissance des toxi-infections alimentaires collectives et de leur imputabilité au service…

SUD-Recherche dénonce les retards dans les promotions ; la suppression des CAPL qui ralentit la résolution des conflits ; les inégalités salariales liées à la politique des primes CIA (non alignées pour tous les agents).

SUD-Recherche, aux côtés des autres syndicats, met en exergue le blocage majeur concerne la fermeture de la cantine depuis janvier 2026, sans solution proposée par la direction.

Le syndicat alerte aussi sur la non-constitution du groupe de travail FTLV (Formation Tout au Long de la Vie), issu du CSAS, par le président du centre. Les représentant·es de SUD constatent des inégalités de traitement dans les projets de formation, avec une perte de prise en compte des besoins locaux au profit d'un plan national.

Ces situations seront parmi les priorités du nouveau CSAS issu des élections.

3. Santé au travail et conditions de vie

SUD-Recherche salue le retour d'un service de santé au travail sur le centre, mails il n'oublie pas des problèmes structurels qui persistent. **Le manque de personnel, notamment de permanent·es, a des effets délétères**. S'y ajoutent des situations de management toxique ou inadapté, de violences sexistes et sexuelles, de malveillances, de souffrance au travail, le décalage entre la réalité vécue par les agent·es et les discours du centre (RSE, Qualité de Vie et Conditions de Travail)

La défense des victimes de harcèlement et de VSS, des situations qui échappent souvent aux plans d'action des unités malgré les enquêtes Risques Psychosociaux, reste un enjeu majeur.

4. Enjeux inter-établissements et solidarité syndicale

SUD-Recherche est organisé en sections inter-établissements, ce qui permet une coordination entre militant·es de INRAE, du CNRS, de l'IRD et de l'Université. À Montpellier, cette organisation permet de défendre les missions de l'IRD, menacées par une fusion avec le CNRS à court terme, veiller à la stabilité des collectifs de recherche, notamment pour les agent·es INRAE et IRD des futures ex-UMR montpelliéraines, et élaborer des revendications communes sur l'agriculture et l'agroécologie.

5. Impact des politiques salariales nationales sur le local

La faiblesse des rémunérations à INRAE et la politique de paupérisation des agent·es publics du gouvernement ont des conséquences directes : multiplication des démissions de contractuel·les sur les postes administratifs, échecs des concours externes révélant un problème d'attractivité et de reconnaissance des métiers de la recherche publique…

Il est nécessaire de traiter les problèmes structurels (rémunération, conditions de travail) plutôt que de se contenter de discours sur l'excellence scientifique.

Conclusion : Des luttes locales ancrées dans un cadre global

Les revendications portées par SUD-Recherche à Montpellier s'inscrivent dans une dynamique à la fois locale et nationale. Que ce soit pour l'amélioration des conditions matérielles (bâtiments, sécurité), la défense des droits sociaux (salaires, promotions, cantine) ou la lutte contre les violences et la précarité, l'action syndicale vise à transformer les discours en actes concrets. La solidarité inter-établissements et la mobilisation collective restent des leviers essentiels pour faire entendre la voix des agent·es et obtenir des changements durables.